



LE PACTE POUR LA TRANSITION
3625, rue St-Dominique
Montréal, Québec
H2X 2X8
Courriel : coordo@lepacte.ca

Document de référence remis à Éric Girard, ministre des Finances du Québec et son équipe par Dominic Champagne (dcchampagne@videotron.ca) et Laure Waridel (laure.waridel@polymtl.ca), le 7 février 2020 à Montréal.

Afin de respecter les limites planétaires et éviter un réchauffement global de plus de 1,5°C, le Québec doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 50% d'ici 2030 et viser la carboneutralité pour 2050. C'est énorme considérant que depuis 1990, nous ne sommes parvenus qu'à une réduction de 8,7%. Des efforts inédits et immédiats sont nécessaires pour protéger l'avenir de nos enfants. Des efforts comparables à ceux qui ont été faits durant la Deuxième Guerre mondiale. Même de grands financiers comme Stephen Jarislowsky le reconnaissent¹.

De tous les ministères, celui des Finances est celui qui dispose des plus grands leviers pour nous faire passer de la parole aux actes individuellement et surtout collectivement. Il doit mettre en place un **cadre budgétaire à la fois financier et climatique qui nous permettra de répondre à l'urgence**. Faire preuve de lucidité quant à l'avenir implique que toutes les décisions budgétaires passent au crible de leurs impacts sur le climat et l'environnement afin de s'assurer que l'on respecte un **budget carbone en phase avec les limites planétaires tout en étant justes et équitables**. La pollution représente des coûts sociaux, environnementaux et médicaux importants pour les individus, les entreprises et les gouvernements. L'externalisation des coûts environnementaux et sociaux a assez duré. L'inaction environnementale menace l'économie mondiale. Les dernières rencontres de Davos l'ont rappelé et c'est ce que stipule le FMI depuis des années. L'avenir de l'humanité est en jeu. Rien de moins.

Un véritable changement de paradigme s'impose afin d'engager l'économie dans une transition juste qui permettra une amélioration de la qualité de vie et la santé de la population tout en réduisant notre empreinte écologique. Par exemple, organiser nos sociétés de manière à ce que les individus soient moins dépendants de l'auto solo pour répondre à leurs besoins de déplacement permet de réduire les dépenses des ménages tout en améliorant la qualité de l'air, réduisant aussi le bruit, favorisant l'activité physique tout en étant favorable au verdissement. Moins d'autos, égal moins d'espaces de stationnement et potentiellement plus d'espaces verts et des milieux de vie plus

¹ Stephen Jarislowsky, The Gazette, 9 janvier 2020 :

<https://montrealgazette.com/opinion/jarislowsky-history-teaches-us-to-act-now-on-climate>

agréables. L'argent qui ne sera pas dépensé pour une voiture stationnée 95% du temps pourra être alloués à d'autres dépenses. En prenant des décisions qui amélioreront la santé des populations en amont, on contribue aussi à réduire les dépenses de l'état dans ce secteur.

La transition écologique permettra de créer de nouveaux emplois tout en générant de la richesse non seulement économique, mais aussi sociale dans le respect des limites planétaires. Les transformations à venir dans les secteurs du transport, du bâtiment, de l'agroalimentaire, de l'énergie et le passage d'une économie linéaire à une économie circulaire auront de nombreux bénéfices pour les travailleurs et toute la société comme le démontrent maintes études québécoises et internationales².

Pour assurer une transition écologique juste de l'économie québécoise, certaines pratiques doivent croître et d'autres décroître. Le ministère des Finances a un rôle stratégique à jouer. Chaque choix compte.

À faire	À ne PAS faire
Aligner le budget de chaque ministère avec le budget carbone en s'inspirant notamment de la Grande-Bretagne ³ .	Statu quo.
Rediriger les subventions aux énergies fossiles vers l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables .	Subventionner les énergies fossiles (de l'ordre de 300 millions de dollars ces dernières années ⁴).

² Groupe de travail sur la main d'oeuvre québécoise, La transition énergétique et la main d'oeuvre québécoise, 2018, 94p. http://copticom.ca/wp-content/uploads/2018/01/2018_Document_main-oeuvre-et-transition-%C3%A9nerg%C3%A9tique.pdf Rémi Bazillier, *L'emploi dans la transition écologique*, 2016. p 179-186. <https://journals.openedition.org/formationemploi/4851> Organisation internationale du travail, *Une économie verte et créatrice d'emplois - résumé analytique*, 2018, 4p. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_628709.pdf Réseau pour la transition énergétique, *Les emplois de la transition énergétique, une opportunité pour la France*, 2018. [la-transition-energetique-levier-de-developpement-economique-des-territoires](https://www.reseau-energie.org/la-transition-energetique-levier-de-developpement-economique-des-territoires) Clean Energy Canada, *Quantifying Canada's Clean Energy*, 2019, 99p. <https://cleanenergycanada.org/wp-content/uploads/2019/05/2019-03-13-Clean-Energy-Economy-FINAL-REPORT.pdf> Environmental and Energy Study Institute, *Fact Sheet - Jobs in Renewable Energy, Energy Efficiency, and Resilience*, 2019, 10p. https://www.eesi.org/files/FactSheet_REEE_Jobs_0719.pdf

³ Gouvernement britannique. *Guidance Carbon Budgets*. <https://www.gov.uk/guidance/carbon-budgets#setting-of-the-fifth-carbon-budget-2028-2032>

⁴ International Institute for Sustainable Development (IISD). *Les subventions du gouvernement à la consommation et au développement des hydrocarbure au Québec. Estimation des dépenses de l'état et de ses mandataires*. 2018. P.6. https://equiterre.org/sites/fichiers/iisd_rapport.pdf

	Investir de l'argent public dans toute infrastructure liée aux énergies fossiles : extension du réseau gazier, GNL Québec ⁵ , etc.
Investir dans la mobilité durable (transport collectif, partage de véhicules, taxi-bus, déplacements actifs, véhicules électriques, etc.). Repenser le 3 ^e lien.	Investir dans des infrastructures qui augmentent l'étalement urbain et l'accroissement du parc automobile, tel que le 3 ^e lien dans sa version actuelle.
Mettre en place une véritable politique d' écofiscalité progressive permettant d'internaliser le coût environnemental des produits et services et d'appliquer le principe de pollueur-payeur d'un bout à l'autre de la chaîne économique.	Statu quo.
Appliquer le principe d' écoconditionnalité dans l'octroi de subventions. Incluant les pratiques d'investissement Québec.	Accorder des subventions à des entreprises qui ont de mauvaises pratiques environnementales (obsolescence programmée, agriculture industrielle, etc.)
Appliquer des bonus-malus dans le secteur du transport (ex. : taxer les véhicules énergivores et subventionner les véhicules électriques et écoénergétiques), de l'industrie (ex. : taxer l'obsolescence programmée et financer l'économie circulaire), etc.	Statu quo.
Augmenter les mesures de soutien à l' agroécologie et l' agriculture de proximité .	Statu quo.
Subventionner des mesures qui permettront de réduire le gaspillage alimentaire (30 à 50% de la nourriture actuellement) énergétique et industriel.	Statu quo.

5

Par Colin Pratte et Bertrand Schepper. Gazoduc-gnl québec et fonds publics : un mariage incontournable. IRIS.

<https://iris-recherche.qc.ca/blogue/gazoduc-gnl-quebec-et-fonds-publics-un-mariage-incontournable?fbclid=IwAR0vK9aQ3OA64J39YeCXJ87KvJC6ZP4YCIJwumoeKs5nErPxIB8BMm3Hdo>

Subventionner l' électrification des transports et des procédés industriels .	Électrifier le statu quo ⁶
Subventionner le déploiement de l' économie circulaire, l'économie de proximité, l'économie sociale qui ont des pratiques génératrices de richesses sociales et réductrices de l'empreinte écologique.	Statu quo.
Augmenter le prix sur le carbone de manière à ce qu'il reflète son vrai coût environnemental et social.	Statu quo.
Lutter contre l'évitement fiscal et réinvestir dans la transition juste.	Statu quo.
Reconnaître la valeur économique des services rendus par les écosystèmes. Soutenir fiscalement des mesures qui permettent de conserver et restaurer les milieux naturels de manière à préserver la diversité biologique (particulièrement les tourbières, les milieux forestiers et humides qui jouent un rôle clé dans la captation du carbone et la résilience face aux extrêmes climatiques).	Statu quo.
Investir dans l' éducation relativement à l'environnement et l'écocitoyenneté du préscolaire à l'universitaire en passant par la formation continue.	Statu quo.
Mettre en places des mesures fiscales qui favorisent la densification urbaine et le verdissement .	Statu quo
En matière de tarification électrique , instaurer des signaux de prix selon les périodes de consommation (consommateurs résidentiels et commerciaux); instaurer une tarification de la puissance électrique pour les consommateurs résidentiels (pour favoriser les bâtiments à enveloppe thermique performante et gérer les pointes) et développer des tarifs industriels favorables à la réduction des émissions de GES.	Statu quo.
Mettre en place des incitatifs financiers (par exemple des crédits d'impôt) lorsqu'un utilisateur	Statu quo.

⁶ Lettre ouverte dans Le Devoir : [energie-fossile-l-electrification-mur-a-mur-n-est-pas-la-panacee](#)

s'approvisionne en chaleur à même des rejets thermiques existants .	
Soutenir la recherche, le développement et l'adoption de technologique et de pratiques à faibles émissions de GES .	Statu quo.
Soutenir la formation et la transition des travailleurs et travailleurs de même que des entreprises en faveur d'une décarbonisation .	Statu quo.
Mettre en place les mesures fiscales nécessaires pour amener les entreprises, les institutions publiques et les OBNL à être zéro-émission et zéro-déchet .	Statu quo.
Subventionner l'utilisation de la géothermie dans une perspective de rationalisation de la consommation d'électricité.	Statu quo.
Faciliter l'accès à l'habitation avec accès à des services de proximité en milieux urbains afin de réduire le temps de transport et l'utilisation de l'auto-solo.	Statu quo.
Mettre en place des mesures fiscales rendant l'écoconstruction et l'écorénovation incontournables.	Statu quo.

Experts à consulter

Spécialiste de l'écofiscalité

Paul Lanoie

Économiste, ancien professeur des HEC et commissaire au développement durable du Québec

Notes biographiques:

https://www.vgq.qc.ca/Fichiers/Organisation/fr/bios/Biographie_Paul_Lanoie.pdf

Courriel: paul.lanoie@vgq.qc.ca

Spécialiste du budget carbone

Corinne Le Quéré

Climatologue, professeure en science du changement climatique à l'Université d'East Anglia, directrice du Global Carbon Budget, membre du Haut conseil pour le climat français, et membre du Committee on Climate Change qui conseille le gouvernement britannique.

Notes biographiques: <https://www.strategie.gouv.fr/actualites/biographies-membres-conseil-climat>

Courriel: C.Lequere@uea.ac.uk

Spécialiste de l'économie environnementale

François Delorme

Économiste, professeur Université de Sherbrooke

Notes biographiques: <https://www.usherbrooke.ca/ecole-gestion/departements/economique/professeurs/francois-delorme/>

Courriel: fdelorme@me.com

Spécialistes des questions énergétiques

Philippe Dunsky

Président de Dunsky

Notes biographiques : <https://dunsky.com/fr/team/>

Courriel : philippe@dunsky.com

Normand Mousseau

Physicien, chercheur en matériaux complexes, biophysique, énergie et ressources naturelles. Directeur académique de l'institut de l'énergie trottier

Notes biographiques: <https://phys.umontreal.ca/repertoire-departement/professeurs/professeur/in/in14441/sg/Normand%20Mousseau/>

Courriel : normand.mousseau@umontreal.ca

Spécialistes des transports

Catherine Morency

Professeure titulaire polytechnique. Ingénieure génie du transport.

Notes biographiques : <https://www.polymtl.ca/expertises/morency-catherine>

Courriel : catherine.morency@polymtl.ca

Renaud Gignac

Économiste et avocat de formation, consultant sénior en transports chez CPCS

Notes biographiques: <https://trajectoire.quebec/equipe/renaud-gignac>

Courriel : renaudgignac4@gmail.com

Spécialiste empreinte écologique

Harvey Mead

Docteur en philosophie des sciences, leader des milieux de l'environnement et du développement depuis près de 50 ans au Québec, au Canada et à l'échelle internationale. Ancien premier sous-ministre adjoint au Développement durable du Québec en 1990-1991 et premier Commissaire au développement durable du Québec (2007-2008).

Notes biographiques: <https://ecosociete.org/livres/trop-tard>

Courriel : hmead@videotron.ca

Pour approfondir

À propos du budget carbone :

L'exemple de la Grande-Bretagne: "A carbon budget places a restriction on the total amount of greenhouse gases the UK can emit over a 5-year period. The UK is the first country to set legally binding carbon budgets. »

<https://www.gov.uk/guidance/carbon-budgets#setting-of-the-fifth-carbon-budget-2028-2032>

Outils à l'attention des ministères des Finances

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP). Climate Budget Tagging (CBD) A guidance note for Government to track climate finance in their budget. Climate Change Financing Framework.

<https://www.undp.org/content/dam/undp/library/planet/climate-change/RBAP-DG-2019-Climate-Budget-Tagging-Guidance-Note.pdf>

Le Climate Budget Tagging (CBT) a été conçu pour aider à relever ces défis dans le plus large contexte de la réforme budgétaire des objectifs de développement durable (ODD). Intégré dans le systèmes de gestion des finances publiques du pays, cet outil aide à identifier, classer, pondérer et marquer les dépenses liées au climat dans le système budgétaire national. En fournissant des données sur les allocations du gouvernement ou les dépenses existantes, le CBT contribue également à l'identification des déficits de financement et priorités sous-financées. Il facilite la mise en œuvre de plan d'actions. Le CBT peut également faciliter une interconnexion plus forte avec d'autres activités transversales thèmes - par exemple en soutenant l'inclusion de genre et pauvreté dans l'analyse des dépenses climatiques.

Écofiscalité

Ministère des finances du Québec. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et Ministère de

l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Le Recours à l'écofiscalité. Principes d'application, Décembre 2017.

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR_RecoursEcofiscalite.pdf

L'économie verte génératrice d'emplois :

Groupe de travail sur la main-d'oeuvre québécoise, *La transition énergétique et la main-d'oeuvre québécoise*, 2018, 94p.

Lien : http://copticom.ca/wp-content/uploads/2018/01/2018_Document_main-oeuvre-et-transition-%C3%A9nerg%C3%A9tique.pdf

Rémi Bazillier, *L'emploi dans la transition écologique*, 2016. p 179-186.

Lien : <https://journals.openedition.org/formationemploi/4851>

Organisation internationale du travail, *Une économie verte et créatrice d'emplois - résumé analytique*, 2018, 4p.

Lien : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_628709.pdf

Réseau pour la transition énergétique, *Les emplois de la transition énergétique, une opportunité pour la France*, 2018.

Lien : [la-transition-energetique-levier-de-developpement-economique-des-territoires](https://www.reseau-energie.org/la-transition-energetique-levier-de-developpement-economique-des-territoires)

Clean Energy Canada, *Quantifying Canada's Clean Energy*, 2019, 99p.

Lien : <https://cleanenergycanada.org/wp-content/uploads/2019/05/2019-03-13-Clean-Energy-Economy-FINAL-REPORT.pdf>

Environmental and Energy Study Institute, *Fact Sheet - Jobs in Renewable Energy, Energy Efficiency, and Resilience*, 2019, 10p.

Lien : https://www.eesi.org/files/FactSheet_REEE_Jobs_0719.pdf

L'opinion d'un grand financier :

L'opinion de Stephen Jarislowsky quant à l'effort de guerre nécessaire, *The Gazette*, 9 janvier 2020 :

<https://montrealgazette.com/opinion/jarislowsky-history-teaches-us-to-act-now-on-climate>